



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée Montpellier Méditerranée Métropole, a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLUi comme document d'urbanisme des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « *Montpellier Territoires, Métropole productive* », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) en cours ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Dans le respect des objectifs de densification des territoires urbains et de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes doit permettre, en particulier, de pallier les effets induits par la suppression immédiate du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) et des règles de superficie minimale des terrains, consécutive à la promulgation de la loi du 24 mars 2014 (dite loi ALUR). Il s'agit, dans cette perspective, d'élaborer un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines, ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) et ce, afin d'insérer plus efficacement le projet urbain dans son environnement.

Il s'agit, par ailleurs, d'inscrire le PLUi dans le sillage du cap fixé par le projet « *Montpellier Territoires, une Métropole productive* », lui-même intégré dans le projet de révision du SCoT, notamment :

- la consolidation du rôle de Montpellier Méditerranée Métropole comme Porte de la région Occitanie ouverte sur le bassin méditerranéen ;
- l'affirmation des sept piliers stratégiques de son développement : la Santé, au sens de l'OMS (bien-être et qualité du cadre de vie) ; le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique ; le Développement Economique dont le Tourisme et l'Industrie ; les Transports et la Mobilité ; l'Agroécologie et l'Alimentation ; la Culture, le Patrimoine et l'Université ; et enfin l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social ;
- la constitution d'une Métropole à la fois productive, écoresponsable, solidaire et connectée ;
- l'affirmation de la maîtrise de son développement urbain ;
- la recherche d'un développement résilient face aux risques, notamment ceux liés aux changements climatiques ;
- l'inscription de la Métropole dans son grand territoire : l'amphithéâtre naturel et le bassin de vie partagés avec les communautés voisines.

La délibération du 12 novembre 2015 relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi a fixé les objectifs suivants :

- préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale ;
- se préparer aux évolutions démographiques prévisibles ;
- accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ;
- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU et à la délibération relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi, les communes collaborent activement avec Montpellier Méditerranée Métropole tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme.

Dans ce cadre, après une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi, plusieurs réunions ont été organisées à l'échelle des secteurs géographiques du SCoT et plusieurs réunions techniques ont été organisées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.

Après une première présentation au comité de pilotage le 26 mars 2018, le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat, tel que prévu à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme : *« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme »*.

Ce débat, sans portée décisive ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLUi.

Par la suite, l'élaboration du projet d'élaboration du PLUi se poursuivra, avec l'association des Personnes Publiques Associées (PPA), mais aussi en concertation avec le public suivant les modalités fixées par le Conseil de Métropole.

Il est rappelé que, l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme, indique que *« le projet d'aménagement et de développement durables définit :*

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».

Le PADD est donc un document essentiel du PLUi. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel s'établit le règlement écrit et graphique.

Les orientations du PADD, telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs orientations regroupées en trois défis et cinq thématiques.

Le projet de PADD énonce de manière plus précise les objectifs qui pourraient être déclinés dans le cadre du PLUi, en vue d'un débat en Conseil portant sur l'ensemble de ces orientations.

LES DÉFIS ET ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD

Défi A : une Métropole acclimatée

Le défi de la Métropole acclimatée vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature, gage de qualité de vie pour les habitants et de résilience du territoire. Il consiste à construire des modèles d'acclimatation pertinents permettant d'intégrer le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme une donnée essentielle d'un développement urbain et humain harmonieux au cœur de la Métropole. Deux orientations permettent de relever ce défi :

- ***Relever le Grand Parc métropolitain entre facettes paysagères, continuités écologiques et vocation nourricière et de loisir***

Dans la continuité du SCoT révisé, le projet met en avant un objectif fort de valorisation du Grand Parc métropolitain. Les objectifs qui découlent de cette orientation consistent à en préserver les paysages, les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, à en promouvoir la diversité des fonctions agricoles, de loisir ou de ressourcement. Ainsi, une attention spécifique est portée à la préservation des silhouettes urbaines et villageoises, à la reconquête paysagère des entrées de villes, au traitement des limites urbaines et des lisières agro-naturelles. Les objectifs de préservation doivent donc s'associer durablement à des objectifs de valorisation plaçant le Parc métropolitain comme support et lieu de réalisation de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole.

Dans ce Grand Parc, la façade littorale suggère des objectifs de protection spécifiques en cohérence avec la loi Littorale.

- ***Anticiper les évolutions environnementales et climatiques et construire des modèles d'acclimatation et de résilience environnementales***

Le territoire de la Métropole est concerné par un grand nombre de risques et nuisances, à la fois naturels et anthropiques : inondations par débordement et ruissellement urbain, submersion marine, feux de forêt, retraits-gonflements des argiles, diminution de la ressource en eau, submersion marine, disparition de la biodiversité, pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, effet îlot de chaleur urbain... L'objectif consiste à ménager trois modèles d'acclimatation, respectivement autour de l'arc littoral, l'arc de la plaine agricole et l'arc des garrigues. Ces arcs composent les identités et les paysages du territoire et sont les socles à partir desquels les logiques d'adaptation du territoire face au changement climatique et aux risques, ont été déclinées. Parallèlement, il s'agira de préserver les équilibres du grand cycle de l'eau.

Défi B : Une Métropole équilibrée et efficace

Partant de la nécessité de préserver et de mettre en valeur l'environnement naturel et agricole et de ne pas aggraver et réduire les risques (hydrauliques, incendies...), ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace. Il s'agit d'affirmer l'engagement de la Métropole dans la voie d'une structuration urbaine intégrée et apaisée, visant à animer et organiser les fonctions de centralité de son cœur battant, de préserver et de renforcer les équilibres entre villes et villages. Ce défi se décline en deux orientations :

- ***Organiser les espaces urbains efficacement et équitablement***

L'espace métropolitain rassemble 31 communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité différenciés. Trois niveaux d'armature urbaine sont appelés à organiser et structurer le territoire : le cœur métropolitain, les portes métropolitaines, la Métropole des villages et des petites villes. A chacun de ces niveaux sont associés des objectifs propres afin de respecter cette diversité et la pluralité de chacun d'eux, qui participent grandement à la richesse et au potentiel d'attractivité du territoire :

- des objectifs de densification et de réinvestissement des tissus déjà urbanisés sur le cœur métropolitain ;
- des objectifs de consolidation de la transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de Métropole et la Métropole des villages à travers la valorisation des interfaces urbaines et le positionnement de portes métropolitaines ;
- des objectifs de confortement des villages en développant leurs fonctions en matière de services et d'équipements tout en maîtrisant leurs évolutions pour préserver et valoriser leurs identités et leurs cadres de vie.

Enfin, quel que soit le niveau d'armature, l'ambition du projet vise à favoriser la multiplication des projets urbains qualitatifs prenant en compte les enjeux environnementaux (techniques de construction adaptées à l'environnement, à la transition énergétique et aux risques, etc.), la prise en compte des contextes locaux dans l'insertion des projets (intégration dans le grand paysage, intégration des fonctionnalités écologiques et des risques, etc.) et enfin, les enjeux liés à la qualité du cadre de vie (déplacements décarbonés et Métropole des courtes distances, mixité des fonctions, etc.).

- ***Organiser les déplacements pour une Métropole apaisée à l'échelle locale et métropolitaine***

Si les communes du Cœur de Métropole sont bien pourvues en transports en commun structurants, et possèdent une échelle adaptée au développement des modes actifs, l'absence d'étoile ferroviaire et les retards accusés dans la réalisation du contournement routier, posent un défi pour répondre aux besoins en déplacement des populations plus éloignées au sein de la Métropole et à ceux du grand périurbain. Le projet de PLUi engage des objectifs forts d'articulation de la ville et des territoires en travaillant sur trois stratégies complémentaires :

- le développement d'un réseau de transport en commun performant appuyé sur les infrastructures ferrées et de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) existantes et à développer en tant que réseau armature des transports ;
- l'apaisement des circulations routières par la hiérarchisation et le développement du réseau viaire à travers notamment la consolidation d'une boucle de contournement routier ;
- la structuration d'une armature de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) hiérarchisés permettant de rabattre les flux routiers aux portes du cœur métropolitain.

Les quartiers les plus mixtes et les polarités économiques les plus denses doivent être localisés dans l'environnement des stations et des PEM, afin de renforcer la compacité des espaces urbains, tout en intensifiant les usages, et de tendre ainsi vers la constitution d'une « Métropole des courtes distances ».

L'objectif est de poursuivre et innover dans cette voie en s'appuyant sur l'évolution du maillage des transports urbains, en valorisant les formes économiques et commerciales de proximité, en structurant une offre d'équipements publics cohérente avec l'armature urbaine du territoire et le système de déplacement, en favorisant l'usage des modes actifs et enfin, en qualifiant les espaces publics.

L'accompagnement de l'urbanisation par le développement des infrastructures et des services devra être recherché dans la mise en œuvre des projets prévus au PLUi.

Défi C : Une métropole dynamique et attractive

Ce défi a pour objectif de positionner la Métropole dans son système territorial d'influences et d'interdépendances, l'arc et le bassin méditerranéen, les Métropoles européennes et internationales, mais aussi de conforter les tenants d'une place économique diversifiée.

Il s'agit donc tout autant de connecter le territoire dans un système dense d'échanges, gage d'un développement des fonctions métropolitaines supérieures, que de diversifier les fonctions économiques du territoire et d'assurer l'accueil des entreprises et le parcours résidentiel des populations aux profils sociaux les plus variés. Ce défi prend forme autour de deux orientations :

- Accentuer l'attractivité et le rayonnement métropolitain

L'attractivité et le rayonnement métropolitain questionnent à la fois les conditions d'accueil des populations et la capacité de la Métropole à constituer une porte d'entrée de la nouvelle Région Occitanie.

En matière d'accueil de populations, la Métropole est confrontée à un marché immobilier de plus en plus tendu et sélectif. Celui-ci tend à repousser de plus en plus loin une frange importante de sa population : les actifs, les couples avec enfant notamment. L'évasion vers les territoires limitrophes de ces populations qui travaillent pourtant sur le territoire, génère des difficultés importantes en matière de déplacements et conduit à la congestion des flux aux portes de la ville. Pour enrayer ce phénomène, la Métropole s'inscrit dans un scénario dit « *d'attractivité maîtrisée* » à la fois reflet de la situation socio-économique et traduction d'un choix d'aménagement durable du territoire. Ce scénario prévoit une croissance annuelle de la population de 1,2% à l'horizon 2030 pour atteindre une population totale de 545 000 habitants.

En matière de rayonnement, le projet prévoit la structuration de la porte d'entrée Est du territoire régional en articulant étroitement les infrastructures de grande accessibilité, aéroportuaires et ferroviaires, le débouché maritime du port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et l'autoroute A9/A709, au rayonnement métropolitain. Il s'agit de structurer des nœuds d'échanges et d'intermodalité consacrés au travers des deux portes métropolitaines internationales et nationales de Montpellier-Sud-de-France et Montpellier-Saint-Roch, de concevoir « *la vitrine métropolitaine active* » et la recomposition territoriale associée aux contournements routier et ferroviaire et enfin, de renforcer les liaisons ferroviaires entre le port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et la Métropole.

- Consolider les fonctions économiques, commerciales et touristiques

Le défi d'une Métropole attractive sur le plan économique conditionne une politique d'aménagement et de programmation économique qui réponde aux différents besoins mais qui participe aussi à la qualification et à la mise en visibilité des espaces et des fonctions métropolitaines.

Sur le plan des fonctions économiques métropolitaines, le projet porte comme ancrage fondamental, la structuration de l'offre foncière et immobilière autour de polarités économiques avec la volonté de conforter les six filières stratégiques de développement économique mais aussi de diversifier la structure économique du territoire par l'introduction d'une orientation plus productive.

Sur les fonctions commerciales et touristiques de rayonnement métropolitain, le projet porte comme ambition de promouvoir un tourisme d'affaires et de loisirs qui réaffirme les fonctions commerciales du Grand Cœur de Montpellier et du noyau urbain métropolitain. L'objectif est de favoriser sur ces secteurs le développement d'une offre commerciale attractive, reconnue et originale, cela dans un aménagement urbain rénové et innovant.

LES ORIENTATIONS THÉMATIQUES DU PADD

La lecture par défi pose des orientations générales en matière d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques conformément à l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme qui sont ensuite complétées par des orientations organisées autour de cinq thématiques :

Thème 1 : Résilience environnementale et sobriété énergétique

- Conjuguer préservation de l'environnement et des continuités écologiques et valorisation des ressources, notamment agricoles

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- préserver, restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité ;
- préserver et renforcer les espaces agro-naturels et forestiers, socle d'un système agricole et alimentaire territorial ;

- conserver et accroître le réseau végétal des villes et des villages.

- ***Répondre aux enjeux de santé environnementale***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- réduire l'exposition des populations aux risques ;
- améliorer la qualité de l'air ;
- limiter les sources de nuisances sonores ;
- gérer et ménager les ressources en eau.

- ***Agir contre le changement climatique, optimiser les ressources énergétiques et leur distribution***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- encourager la mobilisation des énergies locales renouvelables et tendre vers une autosuffisance énergétique ;
- favoriser l'optimisation des coûts et le fonctionnement des réseaux ;
- optimiser la récupération d'énergie et le tri sélectif ;
- réduire la consommation des énergies fossiles.

Thème 2 : Habitat

- ***Poursuivre l'effort de production en faveur d'une offre accessible et diversifiée***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- répondre à la demande et à la diversité des parcours résidentiels ;
- privilégier la production de logement en réinvestissement urbain ;
- organiser la mixité sociale.

- ***Promouvoir un habitat qualifié et intégré***

Cette orientation se décline en deux objectifs :

- favoriser des configurations urbaines qui favorisent l'intégration urbaine et la qualité de vie ;
- faire évoluer l'habitat en fonction des modes de vie et des enjeux climatiques et sociaux.

Thème 3 : Transports et déplacements

- ***Développer la connectivité du territoire et son rayonnement extra-métropolitain***

- ***Structurer les réseaux de transports pour faciliter les échanges***

- ***Innover pour impulser de nouveaux comportements en matière de mobilité***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- affirmer un territoire favorisant les modes actifs ;
- faire de la politique de stationnement un levier d'action en faveur du changement des pratiques de mobilité ;
- intégrer la logistique et notamment celle des derniers kilomètres, au fonctionnement urbain ;
- développer le co-working, le télétravail et les espaces partagés pour réduire les déplacements domicile travail.

Thème 4 : Équipements

- ***Rechercher la cohésion sociale et territoriale dans l'accès aux équipements et développer les facteurs d'attractivité***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- mettre à niveau et en réseau, structurer, consolider des équipements ;
- conforter un ensemble de lieux et d'équipements à fort rayonnement ;
- conforter une offre de loisir en s'adressant autant à la population permanente qu'aux usagers occasionnels du territoire.

- ***Conforter les équipements sanitaires***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- développement des équipements visant à améliorer la capacité des milieux récepteurs en cohérence avec la croissance de population ;
- structurer la filière de gestion des déchets ;
- accompagner la filière des matériaux de construction.

Thème 5 : Développement économique, numérique et équipement commercial

- ***Poursuivre une stratégie de développement économique basée sur l'innovation***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- actionner l'ensemble des leviers de structuration des 6 filières identitaires ;
- assurer un déploiement du très haut débit sur le territoire : Montpellier Méditerranée Métropole, Métropole digitale ;
- créer une offre foncière attractive et durable.

- ***Diversifier l'économie du territoire***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- répondre aux besoins d'implantations des activités et proposer aux entreprises un parcours d'accueil ;
- favoriser le développement d'un tissu économique de proximité ;

- développer des polarités économiques attractives et durables.
- ***Favoriser le développement d'une offre commerciale plurielle et qualifiée***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- structurer une armature commerciale hiérarchisée ;
- affirmer la diversité des polarités commerciales pour renforcer les équilibres commerciaux de la Métropole ;
- favoriser la modernisation des équipements commerciaux en matière de qualité, de fonctionnalité et d'adaptation au mode de consommation.

LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit son développement dans les orientations du SCoT révisé qui vise à diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation. Le PADD s'appuie sur trois principes de limitation de la consommation d'espaces :

- donner la priorité à l'optimisation de l'urbanisation existante et engagée avec un objectif volontariste et réaliste fixé à hauteur de 60% de l'accueil des besoins localisés dans le tissu urbain mixte et 15% dans le tissu économique de l'enveloppe de « *l'urbanisation existante et engagée en 2019* » ;
- maîtriser les extensions urbaines à partir de niveaux d'intensité hiérarchisés en fonction de la proximité de l'offre de transports et des autres équipements ;
- limiter la consommation foncière dans l'armature des espaces naturels et agricoles avec l'objectif de maintenir au moins les 2/3 du territoire en espaces à vocation agro-naturelle, en contenant sur 1/3 maximum du territoire les espaces à vocation urbaine, conformément aux ambitions du projet de révision du SCoT.

Complémentairement sur le secteur Littoral, il s'agit de maîtriser les capacités d'accueil de l'urbanisation et d'accroître son intégration paysagère et environnementale.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans le règlement écrit et graphique ainsi que dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLUi.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du PADD a eu lieu au sein de chacun des 31 conseils municipaux des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le prolongement de ces débats, il est proposé, lors de la présente séance du Conseil de Métropole, d'engager un débat sur les orientations générales du projet de PADD.

Ce débat prend appui sur le document présenté, synthétisé par les éléments exposés ; il est également alimenté des échanges et des débats qui se sont déroulés en communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

après avoir débattu des orientations générales du PADD,

- prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du PADD et prend acte à l'unanimité de la tenue du débat.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Elaboration du PLUi_PADD.pdf
- M2018-337.pdf
- retour liste annexe tampon m2018-337.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.